



Affaire suivie par : Véronique QUEBERT - Tél. : 05.57.04.55.00

N/réf. : CEA/CESTA/DAO/SG/BACO DO 40/2026

Projet de Marché n° 4600XXXXXX

**ETUDE ET REALISATION DE LIGNES
HELIUM POUR LE PROJET ECC LMJ**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème}, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par Michel DEBRUYNE agissant en qualité Chef de Département des Lasers de Puissance.

**Ci-après dénommé « CEA »
d'une part,**

ET :

La **société XXXX**, au capital de XXXX euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX, ayant son siège social XXXX, représentée par Monsieur/Madame XXXX agissant en qualité de XXXX,

**Ci-après dénommée « Titulaire »
d'autre part.**

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

Domiciliation :

Toute notification requise au titre de l'exécution du présent marché sera transmise par écrit à l'adresse des Parties telle que visée ci-dessous.

Le CEA fait éléction de domicile au lieu de l'établissement dont relève le présent marché, soit : 15, avenue des Sablières – CS 60001 – 33 116 Le Barp Cedex.

La société XXX fait éléction de domicile au lieu de son agence XXX soit : XXX

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET	3
ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 : DETAIL DES TRAVAUX.....	3
ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	4
ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX	5
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE.....	5
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION	5
ARTICLE 8 : MODE OPERATOIRE APPLICABLE AUX TRAVAUX REMUNERES SUR DEVIS PREALABLES (POSTE 5)	7
ARTICLE 9 : MODALITES DE LEVEE D'OPTION	7
ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE.....	7
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES.....	8
ARTICLE 13 : AVANCE	9
ARTICLE 14 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION.....	11
ARTICLE 15 : PENALITES	12
ARTICLE 16 : PERSONNEL DU TITULAIRE	13
ARTICLE 17 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION.....	14
ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	16
ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES PRESTATIONS ET CALENDRIER D'EXECUTION.....	17
ANNEXE 3 : TAUX HORAIRES, COEFFICIENT D'APPROVISIONNEMENT ET DE SOUS-TRAITANCE	17

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent marché a pour objet :

- ❖ L'ETUDE ET REALISATION DE LIGNES HELIUM POUR LE PROJET ECC LMJ

pour le compte du DLP du CEA/CESTA.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) réf. LMJ-20400-ZVE-2DT-MOA00055A du 04/02/2026
- le Règlement intérieur du CEA/CESTA dans sa version applicable,
- le « Protocole du collège pour l'hygiène et la sécurité des entreprises extérieures intervenantes sur le CESTA et le TEE », réf. SYM SA00Z ZAN PRO 16000152 A ,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA et leurs annexes dans leur édition de janvier 2022,
- le Cahier des clauses sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP) dans sa version applicable,
- et à titre supplétif, pour autant que ses dispositions ne soient pas contraires à celles citées précédemment, l'offre du Titulaire réf. **XX du XX/XX/XXXX**.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de chacun des documents énumérés ci-dessus et les accepter. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues des dispositions légales impératives, sont inopposables, quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 : DETAIL DES TRAVAUX

Les prestations objet du présent marché, détaillées dans le CCTP référencé ci-avant, se décomposent comme suit :

- Poste 1 (ferme et forfaitaire) : Etudes pour la réalisation de 4 lignes Hélium aller-retour,
- Poste 2 (optionnel et forfaitaire) : Réalisation et montage de chemin de câbles des lignes flexibles,
- Poste 3 (optionnel et forfaitaire) : Réalisation et montage de 4 lignes Hélium aller-retour,
- Poste 4 (optionnel et forfaitaire) : Fourniture d'hélium ultra pur pour les lignes rigides,
- Poste 5 (sur devis préalables) : Travaux complémentaires aux prestations prévues des postes 1 à 4 et nécessaires à la bonne réalisation des lignes Hélium.

ARTICLE 4 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1 - DUREE DU MARCHE

Le présent marché est notifié au Titulaire par envoi postal avec accusé de réception ou par voie dématérialisée avec accusé de lecture. Le Titulaire renvoie le marché contresigné dans un délai de 10 jours calendaires suivant la réception de la notification.

En tout état de cause, le marché prend effet à la date de réception par le Titulaire de la notification faite par le CEA (soit T0) pour une durée de **xx mois**. Toutefois, il prend fin à l'extinction de toutes les obligations qui ont pu naître durant son exécution ou si le montant plafond du marché est atteint (cf. article 13.1). Les réserves émises ou modifications effectuées par le Titulaire sur le marché signé par le CEA sont réputées non écrites.

Le Titulaire s'engage à respecter le calendrier d'exécution figurant ci-dessous :

- **Les travaux devront être recettés le 15 décembre 2026.**

4.2 - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Dans le cadre des opérations de travaux réalisées sur le chantier, des arrêts de chantier peuvent intervenir, générant d'éventuelles interruptions temporaires des prestations du marché. Les interruptions temporaires peuvent être programmées ou inopinées.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de toutes les interruptions de chantier susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

Toutes les interruptions de chantier, qu'elles soient programmées ou inopinées, donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal et entraînent la prolongation des délais du marché pour la durée strictement correspondante.

4.2.1 Interruptions programmées

Les Parties s'entendent pour qualifier de « programmée » toute interruption des prestations du marché dont l'information a été transmise au Titulaire avec un délai de préavis de sept (7) jours calendaires. Les interruptions programmées ne donnent lieu à aucune indemnisation du Titulaire.

4.2.2 Interruptions inopinées

Les Parties s'entendent pour qualifier de « inopinée » toute interruption des prestations du marché dont l'information ne respecte pas le délai de préavis de sept (7) jours calendaires. Le Titulaire est indemnisé des frais de main-d'œuvre exclusivement (non compris la partie fourniture et sous-traitance), sur la base des taux horaires en annexe 3.

4.2.3 Reprise du travail

Quel que soit le type d'arrêt de chantier ou sa durée, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard le premier jour ouvré suivant la notification par le CEA de la fin de l'indisponibilité.

ARTICLE 5 : INTERLOCUTEURS TECHNIQUES ET COMMERCIAUX

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent :

- comme interlocuteurs techniques :
 - pour le CEA : Jérôme DUTHU Tél : 05.57.04.61.21
 - pour le Titulaire : xxx Tél : xxx
- comme interlocuteurs commerciaux :
 - pour le CEA : Véronique QUEBERT Tél : 05.57.04.55.00
 - pour le Titulaire : xxx Tél : xxx

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE

Les prestations objet du présent marché, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire. Il a la charge d'assurer, dans les délais fixés, toutes les opérations concourant à la bonne exécution des prestations.

Les prestations sont exécutées sous l'autorité du personnel d'encadrement du Titulaire.

Le Titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'a droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et s'engage à réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION

7.1 - CONDITIONS D'INTERVENTION

Les Prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sont réalisées dans les règles de l'art par des personnels compétents et qualifiés et dans le cadre de la réglementation applicable en vigueur à la date de signature du marché. Le Titulaire s'engage à mettre en place l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation des Prestations et à l'obtention des résultats tels que définis dans le marché, pendant toute sa durée et pour l'ensemble des Prestations réalisées à ce titre.

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire sur le site LMJ du CEA/CESTA ; le Titulaire n'intervenant qu'en tant qu'opérateur économique au sein des locaux et / ou des installations auxquels sont rattachées les prestations.

Ci-dessous figurent les contraintes spécifiques sur site LMJ à prendre en compte pour le déroulement des travaux :

- Les campagnes d'expériences : l'actuelle campagne se termine le 30 avril et la suivante démarrera le 15 octobre. Durant ces deux périodes :
 - Travail en décalé du matin : Les travaux seront uniquement possibles de 6h à 13h.
 - Pas de travaux générant beaucoup de vibrations : Les travaux de percement autres que ceux réalisés pour la fixation avec des chevilles béton sont proscrits, du fait des vibrations causées dans le génie civil, pouvant être incompatibles avec les besoins de stabilités du laser.
- Les horaires de travail seront le reste des périodes, les horaires de travail seront 7h30 – 17h30.

L'ensemble des contraintes-planning est fourni au chapitre 12.3 du Cahier de Charges référencé à l'article 2 du présent document.

7.2 - CONDITIONS DE LIVRAISON

Les fournitures demandées dans le cadre du présent marché sont livrées franco d'emballage, de port et d'assurance. Elles sont acheminées aux risques et périls du Titulaire.

Les livraisons sont effectuées sur le centre du CEA/CESTA (Le Barp, 33) à l'adresse suivante :

CEA / CESTA

15 avenue des Sablières CS60001

sas Nord du bâtiment LMJ

33116 LE BARP CEDEX

durant les heures d'ouverture du lundi au vendredi de 8h et 16h.

Les chauffeurs effectuant une livraison sur le site du CESTA doivent être munis d'une pièce d'identité en cours de validité.

Pour toute opération de chargement/déchargement, un protocole de sécurité précisant le matériel utilisé, le mode opératoire et les caractéristiques de la marchandise et les mesures de prévention, est établi préalablement à l'opération par échange entre le transporteur et le CEA, entreprise utilisatrice. Le transporteur doit être en mesure de présenter le protocole de sécurité signé avant son entrée sur le site du CESTA.

Pour information, outre les jours fériés, le centre du CESTA est fermé chaque année une douzaine de jours ouvrés.

7.3 - LIVRABLES ATTENDUS

L'ensemble des documents à remettre par le Titulaire et le calendrier de remise associé sont définis dans le Cahier des Charges.

7.4 - REUNIONS DE SUIVI

Un certain nombre de réunions est prévu au cours de l'exécution du présent marché. Il s'agit notamment de :

- réunion de lancement,
- réunions sécurité,
- réunions planning et suivi technique.

A l'issue de chaque réunion, le Titulaire est chargé de rédiger un compte-rendu qui doit être soumis à l'acceptation expresse préalable du CEA (*Jérôme DUTHU*).

ARTICLE 8 : MODE OPERATOIRE APPLICABLE AUX TRAVAUX REMUNERES SUR DEVIS PREALABLES (POSTE 5)

A la survenance d'un besoin ne relevant pas des prestations forfaitaires, le CEA adresse au Titulaire une Fiche de Modification (FM) qui comprend :

- un Cahier des Charges ou expression de besoin spécifique (comprenant notamment les contraintes d'intervention sur site),
- la désignation du type de travaux et leur volumétrie,
- les délais associés,
- la référence du présent marché,
- le numéro de la FM spécifique et la date d'émission.

A réception de chaque FM, le Titulaire doit renvoyer par email ou courrier au plus tard dans les 3 jours ouvrés, l'accusé de réception et la proposition technico-économique associée, basée sur les taux horaires et/ou coefficients d'approvisionnements et/ou coefficients de sous-traitance indiqués en annexe 3 du présent marché. Ce devis peut, le cas échéant, faire l'objet de négociations entre les deux Parties. L'acceptation sans réserve du devis, formalisée dans la FM correspondante signée par le CEA, vaut « bon pour exécution ». Le Titulaire ne peut engager aucun travail sans devis préalablement et expressément accepté par le CEA, et sa FM afférent(e) signé(e) par le CEA.

ARTICLE 9 : MODALITES DE LEVEE D'OPTION

La levée des postes optionnels 2,3 et 4 est notifiée par le CEA au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception ou tout autre dispositif ayant la même valeur probante (exemple : par voie dématérialisée avec accusé de lecture), au plus tard 15 (QUINZE) jours avant leur début d'exécution. Si un poste n'est pas levé ou n'est que partiellement levé, aucun dédit ou indemnisation n'est versé par le CEA au Titulaire.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE

Les opérations de réception ont lieu suivant les critères techniques définis dans les documents applicables visés à l'article 2 du présent marché. Elles interviennent dans les conditions fixées au chapitre 11 des Conditions Générales d'Achats du CEA, (*cf. art. 34 du CGA*) : à l'échéance des travaux.

Les opérations de réception donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception (cf. modèle en annexe 1).

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire DC4 à fournir).

Pour mémoire : le formulaire demandé pour la sous-traitance est le formulaire DC4 Déclaration de sous-traitance, Ministère de l'économie et des finances, Direction des affaires juridiques disponible sous le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 12 : CONDITIONS FINANCIERES

12.1 - MONTANT DU MARCHÉ

Le montant total du présent marché s'élève à la somme plafond de **XXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES)**, dont :

- XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES) au titre des prestations forfaitaires et fermes,
- XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES) au titre des prestations forfaitaires et optionnelles (et le cas échéant actualisables),
- XXXXXX euros HT (XXX EUROS HORS TAXES) au titre des prestations sur devis (montant plafond).

Les prestations gérées sur devis préalables forfaitaires sont rémunérées sur la base des taux horaires et/ou coefficients d'approvisionnements et/ou coefficients de sous-traitance définis en annexe 3 du présent marché.

Le montant indiqué au titre des prestations sur devis préalables forfaitaires n'engage pas le CEA quant au volume ou à la répartition des prestations à exécuter et le Titulaire ne pourrait s'en prévaloir dans le cas où les prestations effectivement demandées représenteraient un montant inférieur.

12.2 - REGIME FISCAL

12.2.1 – REGIME FISCAL (fournitures)

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur. S'agissant d'une livraison de bien, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1^{er} janvier 2023 sont soumis à TVA.

12.2.2 – REGIME FISCAL (travaux)

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

12.3 - ACTUALISATION DES PRIX

Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Caractère des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

Modalités d'actualisation des prix fermes, non révisables

A la demande du Titulaire, les prix sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre le mois de remise de l'offre et la date de signature du marché. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de signature du marché, selon les modalités visées ci-après.

De plus, les prix des postes optionnels sont actualisés selon les mêmes modalités si la date de levée des postes est postérieure de plus de trois mois au mois de remise de l'offre.

Le coefficient d'actualisation C_n applicable pour le calcul des prix actualisés est donné par la formule :

$$C_n = [0,60 \times (\text{indice1}_1 / \text{indice1}_0) + 0,40 \times (\text{indice2} / \text{indice2}_0)]$$

dans laquelle :

Indice1₀ Valeur de l'indice INSEE « BT01- Tous corps d'état » au mois de la remise de l'offre,

Indice2₀ Valeur de l'indice INSEE « 010763845 -Tubes, tuyaux en matière plastique », au mois de la remise de l'offre,

Indice1, Indice2 Valeur de ces mêmes indices trois mois avant la date de signature du marché et/ou de levée d'option.

ARTICLE 13 : AVANCE

10.1 Conditions générales d'octroi des avances par le CEA

Conformément à la réglementation applicable, les modalités relatives à l'octroi d'avance(s) par le CEA sont les suivantes :

- Une avance est accordée au Titulaire si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 250 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à trois mois. Le montant de l'avance est

fixé à 5 % du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

- Toutefois, si le Titulaire est une PME, au sens de la réglementation applicable, l'avance est accordée si le montant ferme (ou affermi) du marché est supérieur à 50 000 €HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Le montant de l'avance est alors fixé à 30 % du montant TTC ferme (ou affermi) du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct.

10.2 Avance accordée au Titulaire

Au titre du présent marché, le montant de l'avance est fixé à 5 % ou 30 % ou le Titulaire renonce à l'octroi d'une avance ou les conditions d'octroi d'une avance ne sont pas réunies.

A la notification du marché, cette clause sera adaptée, en fonction du statut ou non de PME de l'entreprise retenue.

10.3 Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception par le CEA d'une facture de demande d'avance émise par le Titulaire.

Le remboursement de l'avance pour la tranche ferme s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant à XXXX.

Le remboursement de l'avance pour la tranche optionnelle s'impute sur les sommes dues au Titulaire par le CEA au titre du terme de paiement correspondant à XXX

A la notification du marché, cette clause sera adaptée.

10.4 Avance accordée aux sous-traitants

Une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct.

Pour le sous-traitant concerné, le versement de l'avance est effectué suivant les conditions générales d'octroi des avances décrites au paragraphe 10.1 supra. Le remboursement de l'avance débutera trois mois après l'octroi de l'avance, sur chaque terme de paiement jusqu'à apurement de la somme correspondant au montant de l'avance.

Il incombe au Titulaire de répercuter le cas échéant ces conditions relatives à cette avance dans le contrat de sous-traitance correspondant.

Après versement de l'avance, si le Titulaire sous-traite une partie du marché, il rembourse, à la demande du CEA, la part de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct. Ce remboursement sera effectué, au choix du CEA, soit par une facturation séparée soit en s'imputant sur les sommes dues par le Titulaire au titre du prochain terme de paiement.

ARTICLE 14 : CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION

14.1 - CONDITIONS DE PAIEMENT DE LA PART FORFAITAIRE

Le CEA procédera au paiement comme suit :

- Poste 1 : Etudes pour la réalisation de 4 lignes Hélium aller-retour :
 - 20 % du montant total forfaitaire hors taxes du poste 1 à l'acceptation sans réserve par le CEA du PV de réception correspondant au compte-rendu de la réunion de lancement,
 - 80 % du montant total forfaitaire hors taxes du poste 1 à l'acceptation sans réserve par le CEA du PV de réception correspondant aux livrables attendus au titre dudit poste.
- Postes 2 et 3 : Réalisation et montage de chemin de câbles des lignes flexibles / Réalisation et montage de 4 lignes Hélium aller-retour :
 - 90 % du montant total forfaitaire hors taxes de chacun des postes répartis sur situations mensuelles d'avancement des travaux à l'acceptation sans réserve par le CEA desdits travaux, formalisée par un procès-verbal,
 - 10 % du montant total forfaitaire hors taxes du marché à l'acceptation sans réserve par le CEA du dossier des ouvrages exécutés (DOE) mis à jour et conforme à la prestation exécutée, formalisée par un procès-verbal.
- Poste 4 : Fourniture d'hélium ultra pur pour les lignes rigides :
 - 100 % du montant total forfaitaire hors taxes du poste 4 à l'acceptation sans réserve par le CEA du PV de réception correspondant aux prestations attendues au titre dudit poste.

14.2 - CONDITIONS DE PAIEMENT DE LA PART SUR DEVIS PREALABLES PLAFONNE

Par défaut, s'il n'est pas précisé dans les fiches de modification (FM), l'échéancier de paiement des travaux ou des approvisionnements ou des prestations sur devis est :

- 100 % du montant de la FM au constat de réalisation sans réserve par le CEA des travaux ou des approvisionnements ou des prestations réalisées sur la base des taux horaires et/ou des coefficients d'approvisionnement et/ou de sous-traitance détaillés en annexe 3.

Les arrêts de chantier donnant lieu à indemnisation sont rémunérés selon les modalités définies à l'article 4.2 ci-avant, sur remise des justificatifs et après acceptation par le CEA.

14.3 - CONDITIONS DE FACTURATION

Les factures doivent impérativement être dématérialisées et sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : BOR-D,

- la référence complète du marché (numéro d'engagement), à savoir : **n° de commande SAP / P6xxx**
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

L'actualisation des prix du marché fait l'objet d'une facturation séparée et doit notamment comporter :

- le montant, objet de l'actualisation, aux conditions économiques initiales (mois de remise de l'offre),
- le montant lié à l'actualisation et le coefficient d'actualisation appliqué.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement des factures est de 30 jours à compter de la date de réception par le CEA de la facture, sous réserve que l'exécution soit déclarée conforme par le CEA dans les conditions du marché et du chapitre 11 des CGA.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures (par exemple, le procès-verbal de réception). A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation est rejetée en statut « recyclé ».

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement des factures, les fournisseurs peuvent écrire à l'adresse mail suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

NB : Le CEA/CESTA vous recommande de consulter l'état de vos factures dans le portail CHORUS tous les 7 jours afin de connaître le statut de la facturation

ARTICLE 15 : PENALITES

15.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Les pénalités applicables au marché sont définies dans les CGA du CEA. Le CEA notifie au Titulaire l'application de la présente clause par courrier simple, étant précisé que le montant de la pénalité sera facturé par le CEA au Titulaire.

En aucun cas, l'absence d'application des pénalités dans le cours de l'exécution du présent marché ne constitue une renonciation du CEA à leur application au stade de l'établissement des décomptes partiels et définitifs.

Les pénalités applicables au marché et citées ci-après sont :

- toutes cumulables au titre des mois successifs,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (dix pour cent) du montant total forfaitaire de la part forfaitaire du marché.

Les pénalités ainsi appliquées constituent, durant l'exécution, des retenues provisoires et deviennent définitives à l'achèvement des prestations ou des travaux.

15.2 - PENALITES POUR RETARD D'EXECUTION OU DE REMISE DES LIVRABLES

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas les jalons du planning dans les délais fixés par les pièces contractuelles et le planning définitif validé lors de la réunion de lancement, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, une pénalité de 1/1000ième du montant total HT forfaitaire et ferme ou affermi du marché par jour calendaire de retard constaté sur le jalon constaté.

En cas de retard dans la délivrance des documents prévus par le Marché, y compris la réponse aux FM dans les délais impartis, le CEA se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 300 € HT par jour calendaire de retard constaté et par document.

15.3 - MAUVAISE EXECUTION

Si les Prestations ne correspondent pas aux attentes du CEA, et aux prescriptions du CCTP, le Titulaire les reprend à ses frais. Le CEA fixe un nouveau délai de réalisation ou à défaut peut demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Prestations, aux frais et risques du Titulaire.

Ce nouveau délai de réalisation ne vient pas modifier les jalons fixés au marché. Le CEA pourra également appliquer des pénalités selon les dispositions prévues ci-avant à l'article 15.2.

15.4 - ABSENCE AUX REUNIONS

En complément des modalités de l'article 22.3 des CGA, dans l'éventualité où le Titulaire ne se présente pas à une réunion, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable ; une pénalité d'un montant de 300 € HT (trois cents euros hors taxes) par occurrence.

15.5 - PENALITES POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLES

Si le Titulaire n'a pas exécuté tout ou partie de la prestation dans les délais d'intervention prescrits dans les délais fixés par le CEA dans les FM signées, il peut être appliqué une pénalité de 1/500 (un pour cinq cents) du montant total HT de la FM signée concernée par le retard, par jour calendaire de retard constaté. Cette pénalité est plafonnée à 10 % (dix pour cent) du montant total HT de la FM signée considérée.

15.6 - MANQUEMENT AUX REGLES ENVIRONNEMENTALES

En complément des pénalités prévues par les CGA, une pénalité de 150 (CENT CINQUANTE) euros HT par anomalie constatée peut être appliquée en cas de manquement aux règles environnementales pour la gestion des déchets.

ARTICLE 16 : PERSONNEL DU TITULAIRE

16.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Aucun personnel âgé de moins de 18 (DIX-HUIT) ans ne peut avoir accès au centre.

Le CEA peut interdire à tout moment l'entrée du centre à tout membre du personnel du Titulaire ou sous-traitant qui contreviendrait aux règlements relatifs à la sécurité et à la discipline, sans que la responsabilité du CEA puisse être engagée de ce fait.

16.2 - ACCOMPAGNEMENT DE PERSONNES PHYSIQUES NON HABILITEES

L'établissement CEA/CESTA est une zone protégée au sens de l'article 413-7 du Code pénal. Pour y accéder, toute personne doit avoir fait l'objet d'une décision d'habilitation de défense nationale. L'accès du personnel du Titulaire non habilité n'est autorisé que sur dérogation accordée par le CEA sous réserve d'un encadrement par une personne habilitée et autorisée.

La prise en charge doit être permanente de l'entrée à la sortie de l'établissement, pendant les heures d'ouverture du centre. Elle peut concerner plusieurs personnes dans la mesure où elles travaillent dans une même unité de lieu et où le responsable de la prise en charge peut exercer une surveillance visuelle permanente, et vérifier, à tout moment que la personne non habilitée ne peut avoir accès à des informations classifiées de défense nationale.

Le Titulaire doit donner au CEA les informations nécessaires à l'accomplissement de cet accompagnement, à savoir l'identité de la (ou les) personne(s) à prendre en charge, la nature de la prestation et le lieu d'exécution. Les directives ainsi données devront être suivies strictement. La (ou les) personne(s) non habilitée(s) doit(vent) se présenter à l'accueil du CEA/CESTA, aux heures d'ouverture du centre, pour être prises en charge. A l'issue de la période d'accompagnement, la (ou les) personne(s) non habilitée(s), doit(vent) être raccompagnée(s) au poste d'accueil.

Le non-respect de ces règles entraîne l'éviction de la personne et la suppression de l'autorisation de prise en charge.

ARTICLE 17 : DROITS D'AUDIT ET D'INSPECTION

17.1 - AUDIT DE MARCHE

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

17.2 - INSPECTION

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout

moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

17.3 - DROIT D'ACCES

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

17.4 - OBLIGATIONS A TRANSFERER

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

Fait à Le Barp, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Titulaire

Pour le CEA

ANNEXE 1 : MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

À compléter, dater, signer par le titulaire et joindre au bon de livraison ou remettre en main propre lors de la réception ; une copie signée des deux parties devra accompagner la facture.

REFERENCE COMMANDE	4	6	0	0						
OBJET DES PRESTATIONS (Préciser le n° de poste si besoin)										

PROCES-VERBAL DE :		Réception
		Constat d'approvisionnement
		Contrôle sur lieu de fabrication
		Montage sur site
		Mise en service industriel
		Essais
		Réception provisoire (produits informatiques uniquement)
		Réception définitive (produits informatiques uniquement)
		Avancement

Prononcé(e) sans réserves ¹												
Prononcé(e) avec réserves ¹		Motifs et énoncé des réserves :										
		Les réserves devront être levées avant le : <table border="1"> <tr> <td></td><td></td><td>/</td><td></td><td></td><td>/</td><td>2</td><td>0</td><td></td><td></td> </tr> </table>			/			/	2	0		
		/			/	2	0					
Acceptation en dérogation		Date demande de dérogation : <table border="1"> <tr> <td></td><td></td><td>/</td><td></td><td></td><td>/</td><td>2</td><td>0</td><td></td><td></td> </tr> </table>			/			/	2	0		
		/			/	2	0					
Refusé ¹		Motifs du refus										

Observations :

Montant à facturer en € HT									,				€
----------------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	---

POUR LE CEA														
Nom et prénom du prescripteur / Unité						Date			/			/	2	0
						Signature :								
POUR LE TITULAIRE														
Nom et prénom et qualité						Date			/			/	2	0
						Signature :								

**ANNEXE 2 : DECOMPOSITION DES PRESTATIONS ET CALENDRIER
D'EXECUTION**

Sera mis à jour à la notification du marché

**ANNEXE 3 : TAUX HORAIRES, COEFFICIENT D'APPROVISIONNEMENT
ET DE SOUS-TRAITANCE**

Sera mis à jour à la notification du marché
